

*L'agriculture bas-canadienne vue à travers les dîmes et la rente en nature**

par Fernand OUELLET

Jusqu'à maintenant l'évolution de l'agriculture bas-canadienne a surtout été aperçue à travers une série d'indices indirects qui, bien que très valides, n'étaient pas péremptoires. Il est vrai que l'analyse pouvait s'appuyer sur un certain nombre de recensements, dont certains indiquent le détail de la production; mais ceux-ci ne sont ni assez nombreux ni assez bien départagés dans le temps pour constituer en eux-mêmes un outil adéquat lorsqu'il s'agit de prospecter à fond une période longue. Les recensements fort complets de 1831 et de 1844 n'ont pas leur contrepartie au XVIII^e siècle. Ceux de 1763 et de 1784 ne donnent même pas le volume de la production agricole. Dans ces conditions, en particulier par l'absence de données systématiques sur la production, des indicateurs indirects, tels le mouvement des exportations et des importations de denrées agricoles, les prix et les témoignages variés des contemporains, ont pris une importance capitale dans l'analyse. En conjuguant les recensements et ces trois variables, il était possible de se former une image assez précise de la production agricole, de son rythme et de ses changements. C'est cette

* Avant de dire un mot des sources ayant servi de base principale à cet article, nous tenons à exprimer notre gratitude à Richard Chabot qui, en menant ses enquêtes sur les curés des campagnes, a recueilli et photographié pour nous les données sur les dîmes et a fait photographier les documents de Saint-Sulpice. Les rapports sur la dîme pour la région de Montréal avaient déjà eu un début de publication dans le rapport annuel de l'archiviste provincial qui donne les chiffres pour les années 1832-1836. Voir RAPQ, 1942-43, 157; *ibid.*, 1943-44, 226, 270; *ibid.*, 1944-45, 204. Cette publication reproduisait les *cahiers des dîmes* conservés à l'Archevêché de Québec. Ces « cahiers des visites pastorales » sont dépouillés pour la période 1787-1839. Il va sans dire que la correspondance entre les curés et les évêques renferme aussi des informations.

Les Archives du Séminaire Saint-Sulpice à Montréal préservent des rapports récapitulatifs ou autres sur la dîme dans la paroisse de Montréal et la rente en blé dans les seigneuries des Sulpiciens.

Au Séminaire de Québec, les Archives permettent surtout, à l'aide des livres de compte de cette institution d'enseignement qui possédait deux grandes seigneuries situées en milieu rural, Beaupré et l'Île Jésus, de saisir le mouvement de la rente, des revenus et des dépenses, de même que le produit des fermes et des moulins.

Aux Archives de la province de Québec sont conservés les documents concernant les *Biens des Jésuites*. Peu significative dans les seigneuries Saint-Gabriel, Notre-Dame-des-Ânges et Batiscan, la rente en blé est plus volumineuse au Cap-de-la-Madeleine et, surtout à Laprairie.

démarche que nous avons suivie dans notre *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850* ¹.

En liant ainsi les données quantitatives et un abondant matériel qualificatif, nous avons pu apercevoir, entre autres, la mutation fondamentale qui se dessine dès le début du XIX^e siècle dans l'agriculture et se poursuit sous forme d'une crise généralisée jusqu'en 1850 au moins. Le déclin de la production du blé, attribuable avant tout à des techniques déficientes, domine la vie agricole et détermine une série d'ajustements qui, à long terme, appellent en particulier la montée de la production de la pomme de terre et de l'avoine et une revalorisation de l'élevage. Mais ces nouveaux équilibres, sans le changement des techniques, ne pouvaient qu'être des solutions précaires. Il est bien évident que seules des statistiques annuelles sur l'ensemble de la production agricole permettraient un diagnostic indiscutable.

Ce schéma qui se situe à l'intérieur d'une explication globale de l'évolution socio-économique du Bas-Canada, c'est-à-dire qui tient compte d'une multiplicité de facteurs, a été remis en question par les professeurs Wallot et Paquet ². Dans leur article de 1967, ils résument encore prudemment leur pensée en disant: « Bref, la « crise agricole » avant 1812 nous apparaît mal établie. » Depuis ce temps, ils ont affirmé plus catégoriquement son inexistence. Il faut dire que les deux auteurs, au lieu d'élargir le débat en introduisant de nouvelles variables permettant d'approcher plus directement la réalité, ont plutôt contribué à le restreindre en le limitant à l'interprétation des prix. D'ailleurs leur analyse des rapports entre les prix et les exportations a des côtés étonnants. Leurs statistiques sur les exportations, qui sont au reste les mêmes que les nôtres pour la période 1793-1810, mettent aussi en valeur le pic de 1802 et la chute qui se produit au cours de la première décennie du XIX^e siècle.

En concentrant leur attention sur les prix, les professeurs Wallot et Paquet ont naturellement mis en exergue la supériorité des séries de prix

¹ Voir surtout les chapitres I, VII et suivants.

² G. PAQUET et J.-P. WALLOT, *Aperçu sur le commerce international et les prix domestiques dans le Bas-Canada (1793-1812)*, RHAF, 1967, 447-473. Depuis 1967, les deux auteurs, soit dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, soit dans la *Canadian Historical Review*, ont explicité davantage leur point de vue sous forme de comptes rendus ou d'articles. Voir aussi leur texte publié dans *Economie québécoise* et intitulé *Anamorphoses et prospectives*.

qu'ils avaient mises à jour par rapport à celles que nous avons construites avec des matériaux plus divers. Mettant à contribution la critique des sources que nous avons faites à propos de nos séries³, ils en arrivent à les rejeter d'une façon pour le moins cavalière. D'abord nos séries distinguent Québec et Montréal et s'étalent sur près de 150 ans; alors que celles qu'ils utilisent ne recouvrent même pas pour Québec la décennie qu'ils étudient. C'est dire que les perspectives de savants calculs sont plutôt limitées surtout si l'on est très chatouilleux au chapitre de la précision. De plus les deux groupes de séries sont donnés dans des systèmes monétaires différents, l'un en livres courantes françaises et l'autre en chelins courants anglais, ce qui expliquerait en partie la différence d'amplitude des courbes. Enfin, leurs séries renferment aussi des lacunes assez notables au plan des données mensuelles. En somme, ils rencontrent des difficultés semblables à celles que nous avons rencontrées en établissant les nôtres. Qui nous dit qu'ils pourront trouver des tableaux tout faits pour les années antérieures à 1805 ? Le tableau suivant illustre notre propos.

	OUELLET ET HAMELIN			WALLOT ET PAQUET		
	foin	blé		foin	blé	
		Québec	Montréal		Québec	Montréal
1800	52	10	9	—	—	—
1801	40	8	12	—	—	—
1802	30	5	6	—	—	—
1803	48	7	6	—	—	—
1804	55	7	6	—	—	—
1805	45	9	9	38	6	—
1806	46	9	8	36	6	—
1807	43	9	8	37	6	—
1808	39	8	9	43	7	—
1809	105	11	9	80	7	—
1810	95	12	10	79	9	—
1811	92	13	10	76	10	—

Nous sommes disposés à admettre que les séries mises à jour par les professeurs Wallot et Paquet, à condition qu'elles se prolongent avant et après 1805-1812, puissent constituer un jour un meilleur outil d'analyse que

³ *Le mouvement des prix agricoles dans le Québec (1760-1850)*, dans C. GALARNEAU et E. LAVOIE, *La France et le Canada français du XVI^e au XX^e siècle*, 35-48. Dans ce texte, Jean Hamelin et moi-même décrivions les problèmes posés par la collecte des données et la constitution de séries continues et homogènes. La publication des prix eux-mêmes est encore à venir.

les nôtres. Mais, dans l'état actuel de la recherche, nous contestons certaines conclusions de leur texte concernant le début du recul de la production du blé, l'accroissement de la production des fourrages et la suggestion d'une hausse du niveau de vie paysan pendant la première décennie du XIX^e siècle. Ainsi la hausse du prix du foin en 1809 n'est pas selon nous un signe de santé. Elle prouve plutôt, ainsi qu'il en sera pendant la guerre de 1812, l'existence d'une grave pénurie accentuée par une augmentation localisée de la demande. Le témoignage du locataire de moulin Louis Déry, selon lequel les paysans avaient substitué le foin au blé à cause d'avantages économiques⁴, ne pouvait qu'avoir une portée limitée. Le rapport de la rente sur la ferme de la Canardière, propriété du Séminaire de Québec, confirmerait davantage notre façon de voir.

	FOIN	FOIN	AVOINE (MINOTS)	REVENUS
	<i>rente</i>	<i>prix</i>	<i>rente</i>	<i>livres fr.</i>
1795	6075	—	70	2891#
1796	6600	24#	10	2938#
1797	6516	24#	—	7460#
1798	—	—	—	—
1799	6000	—	100	5537#
1800	5400	—	115	3332#
1801	—	—	—	3775#
1802	6400	45#	50	3594#
1803	11400	48#	250	8071#
1804	10900	64#	300	9308#
1805	—	—	—	6192#
1806	—	—	—	4715#
1807	—	—	—	2336#
1808	10000	30#	25	3459#
1809	—	—	— (sans foin)	1474#
1810	7600	66#	—	6247#
1811	—	—	—	4778#
1812	—	—	—	4778#
1813	—	—	—	4096#
1814	—	—	—	4863#
1815	5450	—	18	3500#

Rien ne suggère ici que ce fermier, pourtant bien situé par rapport au marché de la ville de Québec, ait réagi face à la demande créée par les modestes travaux publics entrepris après 1806 pas plus qu'à celle engendrée par la guerre de 1812. La rente payée en avoine emprunte la même

⁴ *Aperçu sur le commerce international...*, RHAF, 1967, 460, n. 20.

tendance de sorte que les revenus de ce fermier, si on compare la période 1795-1804 à 1805-1815, tombent de 10%. Si on songe que les prix montent pendant cette période, il est difficile de postuler une augmentation de son niveau de vie.

Leur hypothèse relative à l'augmentation du niveau de vie des paysans entre 1802 et 1812 est non moins risquée, surtout dans ce contexte dominé par une diminution considérable des ventes de blé à l'extérieur et par la hausse très rapide des prix. Il semble très difficile d'admettre, surtout s'il y a chute réelle de la production, que la totalité ou même la majorité des paysans aurait été bénéficiaire de cette situation. Si on considère la façon dont le revenu de la terre était distribué dans la société bas-canadienne où les réseaux institutionnels favorisaient naturellement les seigneurs, les clercs et la bourgeoisie marchande, il est douteux que ces heureux temps se soient produits même en période d'expansion de la production. En tout cas, il faudrait savoir. Au fond la réponse à ces diverses questions et à celle des origines de la crise agricole se trouve surtout dans des types de documents qui reflètent plus directement la production agricole. À cet égard, les dîmes et la rente payée en blé aux seigneurs sont parmi les sources les plus significatives. C'est dans ce cadre dans lequel subsistent certaines incertitudes de la documentation, que nous voulons porter le débat.

I. — LE RENVERSEMENT DE LA TENDANCE MAJEURE (1802-1810).

Depuis au moins le début du XVIII^e siècle, l'agriculture du Québec avait reposé sur la culture du blé et, secondairement, sur l'avoine, l'orge, les pois, le seigle, le sarrasin, le maïs, la pomme de terre et l'élevage. À quelques endroits, il est vrai, la culture de l'orge avait acquis une importance considérable. C'était le cas de paroisses situées autour de Saint-Roch-des-Aulnaies et de L'Islet. À l'île d'Orléans, la pomme de terre était abondante dans les récoltes. Mais ces différences locales ne modifient pas l'image d'une activité agricole appuyée solidement et principalement sur le blé. Au reste cela se comprend très bien: le pain était la base de l'alimentation et le blé la denrée la plus en demande sur les marchés impériaux. La question qui se pose est la suivante. Quand exactement commence le changement en ce domaine? Puisque le froment sert de charpente à cette agriculture, il faut chercher à savoir quand débute le

déclin de la production du blé et de son importance relative dans la récolte. Lorsque nous soulevons ce problème, nous ne faisons pas nécessairement référence au déclin du revenu paysan qui aurait pu résulter de facteurs jouant seulement à court terme. Ce qui nous intéresse au premier chef, c'est le changement structural. Ses implications particulières viennent ensuite.

La diminution des exportations de blé après 1802 se dégage clairement de toutes les séries chiffrées actuellement disponibles. Nous donnons ici les statistiques publiées par les professeurs Wallot et Paquet⁵. Afin de grouper le blé et la farine en une série unique, nous avons converti, comme nous l'avions fait pour nos séries, la farine en blé à raison de cinq minots

1793	541.679 minots	1801	663.453 minots
1794	483.486	1802	1.151.538
1795	448.653	1803	438.052
1796	24.866	1804	273.138
1797	101.109	1805	114.966
1798	139.377	1806	151.893
1799	201.245	1807	333.753
1800	318.480	1808	399.018

au baril. Leur série s'arrête en 1808 mais nous savons par ailleurs que les expéditions des années 1809 et 1810 étaient inférieures à celles de 1808.

Dans notre *Histoire économique et sociale*, nous affirmions en parlant des « premiers symptômes de crise dans l'agriculture » :

En effet cette décennie est caractérisée par un recul marqué des exportations de farine et de blé. La chute des envois de denrées agricoles peut s'établir en gros à 27%. En fait, si on retranche l'apport du Haut-Canada et des États-Unis, elle est beaucoup plus considérable. Après une évaluation grossière, elle atteindrait même de 40 à 48%. Seules les ventes de biscuits à l'étranger enregistrent une hausse de 38%⁶.

Dans notre livre, nous comparions deux décennies : 1793-1802 et 1803-1812. Les chiffres donnés par les professeurs Wallot et Paquet, si nous comparons les années 1803-1808 aux années 1797-1802, indiquent la même tendance : déclin de 33%. Ce n'est là qu'un minimum puisque ces données ne tiennent pas compte des importations en provenance du Haut-Canada et des États-Unis qui semblent avoir été plus considérables après 1802 qu'avant.

⁵ *Ibid.*, 454.

⁶ *Histoire économique et sociale du Québec (1760-1850)*, 180.

Quel que soit le facteur responsable de cette diminution, il semble difficile d'admettre l'existence pour ces années d'une hausse du niveau de vie des paysans. Dans ce cas, l'accroissement des prix, en supposant constante la proportion de ceux qui avaient des surplus de production, aurait plus que compensé la baisse des ventes à l'extérieur. Cela est peut-être vrai pour une minorité mais n'est certainement pas valable pour la masse paysanne. Une telle éventualité n'est d'ailleurs pas pensable sans l'existence d'énormes surplus de blé invendus ce qui aurait entraîné une chute considérable des prix. Or nous savons que, pendant cette décennie, la tendance des prix agricoles, malgré les fluctuations annuelles, se maintient fortement à la hausse. Il est évident que le déclin des exportations n'avait pas sa *source principale* dans la contraction soutenue du marché extérieur ou même dans le caractère erratique de la demande. Cette question du niveau de vie paysan, pour autant qu'elle était liée au blé, ne peut à notre avis se poser qu'en regard de ce contexte comportant une chute conjuguée des exportations et de la production du blé. En supposant, ce qui n'est pas certain, que la majorité des paysans aurait largement bénéficié des ventes massives de 1801 et de 1802, il n'en résulte pas nécessairement que le déclin subséquent aurait pesé également sur tous. L'inégalité des fermiers entre eux est un phénomène trop voyant pour être exclu de la discussion. Le recensement nominal de 1831 qui donne les chiffres au moment d'une récolte exceptionnellement bonne, est instructif à cet égard ⁷. La proportion des *habitants* de la seigneurie de Laprairie qui récoltent 200 minots de blé et plus, c'est-à-dire de ceux qui possèdent les plus gros surplus, n'est que de 20%, contre 45% en faveur de ceux qui produisent 60 minots et moins. Dans la paroisse Saint-Philippe, située en majeure partie dans cette seigneurie, 25% des fermiers produisent 53% de la moisson. Même si le volume de la récolte était plus élevé en 1802, des écarts semblables existaient. Ces disparités permettent de comprendre les conséquences variées d'une baisse de la production parmi les différentes couches de la paysannerie. Le nombre de ceux qui ne produisent pas suffisamment pour se nourrir, ensemençer, payer le curé ou le seigneur, s'en trouve multiplié. Non seulement les surplus des mieux nantis s'amenuisent, mais le groupe des paysans déficitaires grossit démesurément.

⁷ Le manuscrit de ce recensement nominal est conservé aux Archives publiques du Canada. Pour l'analyse économique et sociale, ce document a une valeur capitale. Nous avons entrepris le dépouillement systématique de cette masse chiffrée.

Les hauts prix augmentent alors les difficultés du paysan acheteur de blé. Une baisse de la production exagère l'inégalité des destins. Un curé qui voit passer sa dîme de 1.000 minots de blé à 600 minots, pendant que les prix montent de 6 livres à 9 livres, ne subit qu'une perte de revenus de 10%. Le paysan, chef d'une famille de 7 personnes, qui récolte 90 minots de blé au lieu de 150, assiste à l'effondrement complet de la portion de récolte négociable à son profit. Pour les producteurs plus modestes, pour ceux qui en bonne année moyenne doivent comprimer la nourriture pour ensemercer ou payer les rentiers du sol, les conséquences sont davantage sérieuses. Il est permis de supposer que la baisse était plus considérable, selon les circonstances, parmi les petits fermiers que parmi les gros. Au total, ceux-là auraient été plus touchés par une baisse des exportations et de la production.

En somme, si on s'en remet à notre analyse des rapports entre les ventes à l'extérieur et les prix agricoles, le renversement de la tendance majeure dans le secteur du blé se situerait pendant la première décennie du XIX^e siècle et, à cet égard, les années 1800-1805 seraient les plus significatives. En marquant le passage d'un type d'agriculture vers un autre, la crise de 1804-1805 prendrait une connotation nouvelle. Lorsque nous parlons à propos de la culture du blé de renversement de la tendance majeure, nous ne voulons pas dire que le déclin de la production s'amorce dans toutes les localités au même moment. Nous référons à la mise en place d'une nouvelle tendance suffisamment puissante pour entraîner la production globale vers la baisse. Que dans un grand nombre de paroisses cette mutation se produise, pour des raisons particulières, plus tôt ou plus tard, cela n'empêche pas le phénomène d'exister et de se poursuivre au point de se généraliser progressivement. Ce qui nous intéresse en premier, c'est la tendance dominante. En ce sens, les rapports des curés sur les dîmes éclairent, sans toutefois permettre le dernier mot, cette évolution capitale.

La dîme qui constituait la vingt-sixième portion de la récolte, était payée annuellement et directement par le producteur à son curé. On peut dire que, dans la très grande majorité des cas, elle n'était pas affermée. A moins que les curés, pour une raison ou pour une autre, n'aient eu intérêt à masquer à leur évêque une partie de leurs revenus, les dîmes,

peut-on penser, reflétaient assez exactement la production⁸. Mais cette déformation systématique de la réalité, si elle existait, n'enlève cependant pas toute signification à leurs déclarations. Il est permis de supposer que la marge n'était pas trop considérable et demeura à peu près la même pendant toute la période 1784 à 1840. Quoi qu'il en soit, l'hypothèse n'est pas absurde. Il faut dire ici que notre analyse ne tiendra pas compte de cette éventualité. Dans un cas comme dans l'autre, ces déclarations permettent selon nous une bonne approximation de la production au niveau local. De plus, les dîmes portaient sur les céréales principales: le blé, l'avoine, les pois, l'orge, le seigle, le sarrasin, le blé d'Inde. Certains curés exigeaient la dîme sur le foin et sur la pomme de terre. Mais ces demandes illégales n'étaient pas assez nombreuses pour faire de ces rapports un bon indicatif en ce qui concerne l'expansion de la culture de la pomme de terre. Leurs demandes correspondaient à une baisse de revenus.

Ces rapports sur l'état de la dîme étaient faits par les curés lors des visites périodiques de l'évêque qui procédait alors aux confirmations et se renseignait sur la situation morale et matérielle de la paroisse. De 1787 à 1838, l'évêque visite 175 paroisses à raison de quinze à vingt-cinq par an. Parfois il se contente de voir quelques paroisses mais, en d'autres circonstances, il se rend dans trente ou trente-cinq paroisses au cours de la même année. Nous sommes donc loin du dossier idéal qui permettrait des entrées annuelles pour toutes les paroisses du Bas-Canada au fur et à mesure de leur création. Une telle floraison d'informations rendrait possible une prise de vue complète dans le temps et dans l'espace. Nous n'en sommes pas encore là. Pour le moment, il faut se contenter d'un nombre variable et limité de données pour chaque paroisse visitée, ce qui réduit considérablement la précision de l'analyse et empêche une évaluation de la production pour toute la province. Nous donnons ici quelques exemples propres à illustrer ce problème des sources. Prenons d'abord le cas de la paroisse de l'Ange-Gardien située à proximité de la ville de Québec.

⁸ Il n'existe actuellement aucune étude d'ensemble sur l'attitude des paysans à l'égard de la dîme. Dans la perspective de ce texte, deux questions se posent. Même si les paysans acceptent l'institution, on peut se demander dans quelle mesure ils remplissaient exactement leurs obligations. Il est certain qu'on peut trouver une sorte de réticence chronique à tout payer qui pouvait s'accroître en période de mauvaise récolte. La seconde question concerne le moment où une minorité paysanne aurait commencé à remettre en question l'institution elle-même. Abolie en 1763, la dîme continua néanmoins à être payée par les paysans. Son rétablissement en 1774 ne faisait que consacrer une situation de fait. Il semble que, après 1830, apparaisse une minorité paysanne significative qui s'en prend à la légitimité de l'institution.

	<i>Recense- ments</i>	<i>Communi- ants</i>	<i>blé</i>	<i>avoine</i>	<i>pois</i>	<i>orge</i>	<i>« patates »</i>
1784	418						
1789		280	300	150	20		
1798		350	284	139	20	9	113
1802			768	172	26		144
1806		401	248	172	26		144
1814		400	250	180	25	5	
1822	655						
1825	657						
1828		400	160	250	20	8	
1831	769						
1834		440	180	160	22	3	

Nous bénéficions ici de sept données qui n'ont malheureusement pas été recueillies seulement en période de bonne récolte ou uniquement au moment des mauvaises. Les chiffres paraissent recouvrir une gamme assez étendue de situations à la fois générales et locales. Il faudrait par conséquent replacer chaque donnée dans son contexte. Car il est très rare que la récolte soit également réussie ou manquée en tous lieux. N'empêche que ces chiffres, même en adoptant l'attitude la plus critique, suggèrent quelque chose par rapport à notre investigation. Le recul du blé après 1802 y est inscrit en toutes lettres de même qu'une certaine expansion ou résistance de l'avoine. Peut-on dire que le hasard seul fait bien les choses ?

La paroisse Saint-Antoine de Rivière-du-Loup, située dans le district des Trois-Rivières où l'expansion de la population d'abord très rapide jusqu'en 1822 ralentit par la suite, soulève les mêmes difficultés d'interprétation.

	<i>Recense- ments</i>	<i>Communi- ants</i>	<i>blé</i>	<i>avoine</i>	<i>pois</i>	<i>orge</i>	<i>seigle</i>	<i>sarrasin</i>
1784	1364							
1789		960	700	450	15			
1795		1200	1000-1200	0	15			
1802		1400	1900	600	60	50		
1807		1500	950	650	130	100		
1822	3526							
1825	3554							
1829		2400	230	1000	40	30	5	40
1831	3295							
1833			260	50	80	60	15	
1835		2500	1200	1100	60	300	12	50

Ces données, ramassées au hasard des visites pastorales, sont inégalement réparties dans le temps. C'est dire que les sous-périodes ne sont pas toujours également représentées dans la statistique. Il est cependant difficile de ne pas noter à nouveau le contraste, tant pour le blé que pour l'avoine, entre le XVIII^e et le XIX^e siècle. Lorsque le chiffre pour l'année 1802 figure, celle-ci n'apparaît-elle pas comme la date tournante par excellence dans l'histoire de la production du blé ? Un troisième exemple, choisi dans la région de Montréal, illustre autant que les précédents les limites de notre information.

	Recensements	Communiants	blé	avoine	pois	orge
1784	1435					
1788		1100	11-1200	250	150	
1800		1200	870	200	85	
1801			1415	358	200	22
1809		1202	750	300	300	1
1825	2542					
1831	2684					
1836		1700	900	200	200	

Cette fois, nous ne disposons que de cinq données concentrées surtout à la fin et au début du siècle. Dans cette paroisse de Verchères, la statistique met encore en valeur le tournant du siècle, le fléchissement du blé, le caractère stationnaire de la production de l'avoine et une expansion de la culture des pois. Les chiffres combinés pour les cinq paroisses de l'île d'Orléans, où la pression démographique était déjà de l'histoire ancienne, donnent une vue différente des mutations dans la production agricole⁹.

Notons encore une fois l'inégale répartition des données: une seule pour le XVIII^e siècle et quatre pour les trente années qui suivent. Après

	Communiants	blé	avoine	pois	orge	seigle	sarrasin	patates
1798	1959	1073	361	145	3	39	0	564
1806	2510	1490	870	30	99	156	0	1680
1814	2374	1210	900	285	100	78	0	590
1828	2429	708	1100	559	93	45	8	412
1834	2623	830	1660	552	37	31	1	400

⁹ Nos collègues Jean HAMELIN, *Economie et Société en Nouvelle-France*, et C. HARRIS, *Seigneurial System in Early Canada*, ont déjà montré l'apparition de pressions démographiques dans cette île dès la première moitié du XVIII^e siècle.

1806, le blé décline et la pomme de terre, qui domine la récolte en 1806, passe par la suite au quatrième rang, derrière l'avoine, le blé et les pois. Il semble que, dans l'île d'Orléans, la mutation se soit engagée plus tôt qu'ailleurs. Il est bien évident que, pour saisir ces changements, il importe de tenir compte de la situation géographique des localités, de la nature des sols, des communications avec le marché, de la politique seigneuriale en matière de concessions de terres, des facteurs économiques et de la croissance démographique. Au plan local, le phénomène que nous tentons de cerner obéit aussi à des forces variées et variables.

Que conclure de tout cela ? Le hasard qui apparemment fait bien les choses serait-il le seul argument en faveur des conclusions que suggère cet ensemble chiffré ? L'évêque, selon les rapports des curés conservés jusqu'à aujourd'hui, aurait donc visité 175 paroisses comprises dans une région donnée où en gros les conditions étaient identiques. Ces blocs étaient donc consistants. On peut penser qu'ils étaient représentatifs, sinon de toute la province, d'au moins un district. Pour cette période de 51 ans, la statistique couvre 36 années. Pour 28 années, le nombre de paroisses visitées annuellement est, à notre avis, assez élevé pour constituer un échantillon valable. Bien qu'incomplète, peut-être insuffisante aux yeux de certains, la preuve tirée de ces données nous semble convaincante. Elle confirme l'analyse déjà faite en partant du mouvement des exportations et des prix. Le tableau suivant révèle, avec toutes les nuances nécessaires, la solidarité générale des exportations et de la production du blé.

LA DÎME EN BLÉ EN FONCTION DU NOMBRE DE COMMUNIANTS

<i>Nombre de minots par com- muniant</i>	<i>,24 et .</i>		<i>,25 - ,49</i>		<i>,50 - ,74</i>		<i>,75 - ,99</i>		<i>1,00 et +</i>		<i>Nombre total des paroisses</i>
	<i>Nombre des paroisses</i>	<i>%</i>	<i>Nombre des paroisses</i>	<i>%</i>	<i>Nombre des paroisses</i>	<i>%</i>	<i>Nombre des paroisses</i>	<i>%</i>	<i>Nombre des paroisses</i>	<i>%</i>	
1787-1792	1	1	15	16	40	44	19	21	15	16	90
1795-1802	7	5	19	15	40	33	26	21	25	21	119
1803-1810	6	4	32	24	71	53	16	11	8	6	133
1814,1817	4	16	6	25	12	50	2	8	0	0	24
1825-1831	21	33	29	46	11	17	2	3	0	0	63
1832-1838	46	31	70	47	26	17	3	2	1	0	146
1787-1802	8	3	34	16	80	38	45	21	40	19	209
1803-1817	10	6	38	24	83	52	18	11	8	5	157
1825-1838	67	32	99	47	37	17	5	2	1	0	209

Ce tableau qui tient compte du facteur démographique¹⁰ indique une expansion de la production du blé jusqu'en 1802. Par la suite, c'est le déclin par étapes jusqu'en 1838. Pour le moment, il convient d'insister surtout sur le mouvement de bascule qui se produit pendant la première décennie du XIX^e siècle. A cet égard, l'année 1802 fait figure de grande date tournante. Au cours de cette année marquante, l'évêque avait visité 26 paroisses. Sur ce nombre, 10 avaient payé un minot de blé et plus en moyenne par communiant; 16 avaient payé $\frac{3}{4}$ de minot et plus; 23 avaient donné $\frac{1}{2}$ minot et plus par communiant. Il ne s'agit donc pas d'une transition qui se serait opérée en douceur. La dénivellation est tellement marquée qu'il semble que nous soyons en présence d'une véritable cassure. En comparant la période 1798-1802 pour un total de 104 paroisses et la période 1805-1810 pour 130 localités, ce décrochage apparaît encore plus caractérisé que nous le pensions: le pourcentage des paroisses qui fournissent $\frac{3}{4}$ de minot de blé et plus par communiant est, dans le premier cas, de 45% et, dans le second, de 16%. D'ailleurs le recul de la production du blé, phénomène maintenant irréversible, s'accompagne jusqu'en 1817, au moins, d'une chute de la production de l'avoine. Il est vrai qu'entre 1807 et 1810 celle-ci a tendance à croître d'une manière appréciable, mais pas au point de constituer une compensation adéquate pour les pertes subies dans le secteur du froment. Le caractère temporaire de ce regain reporte aux années postérieures à 1825 la croissance de l'avoine en tant que culture de remplacement pour le blé. Nous savons par ailleurs que la pomme de terre allait devenir la principale culture de rechange. Encore là des nuances s'imposent en fonction de situations locales variées.

Même si, d'après ces informations incomplètes, il existe peu de paroisses où la dîme en blé atteint son maximum après 1810, il n'est pas encore possible en raison des lacunes de la documentation d'en arriver à une certitude absolue sur les cheminements de la première décennie du XIX^e siècle. Seules des séries complètes permettraient d'obtenir ce résultat. Il n'en reste pas moins que les quelques séries dont nous disposons confir-

¹⁰ Nous avons divisé le montant de la dîme par le nombre de communiants de façon à pouvoir comparer les paroisses entre elles. Evidemment, l'idéal aurait été de pouvoir diviser le volume de la dîme par le nombre de producteurs agricoles. En fait, trois indices seraient significatifs: l'un en fonction du nombre de producteurs, l'autre en fonction de la population totale et le troisième en regard de la population active.

ment nos conclusions antérieures. Citons d'abord les chiffres de la paroisse Saint-Laurent, pour laquelle nous possédons huit données avant 1808.

	<i>Recense- ments</i>	<i>Commu- nians</i>	<i>blé</i>	<i>avoine</i>	<i>pois</i>	<i>orge</i>
1784	879					
1787		900-1000	7-800	4-500	250	
1791		900	800	600	300	
1798			968	577	329	19
1800			971	492	211	15
1801			1400	700	200	
1802		960	1000	600	200	
1803			900	500	200	
1808		1100	200	600	0	20
1825	2274					
1827			650	0	0	
1831	2489					
1833		1400	700	400	100	

Bien que plus complète pour les années postérieures à 1800, la statistique pour la paroisse de Contreccœur n'est pas encore concluante.

	<i>Recense- ments</i>	<i>Commu- nians</i>	<i>blé</i>	<i>avoine</i>	<i>pois</i>	<i>orge</i>	<i>seigle</i>
1784	482						
1788		507	250-300	100	30		
1798			642	272	57		
1799			587	210	65		
1800		700	763	380	79		
1801			1065	340	88		
1802			646	227	44		
1803			642	266	63		
1804			406	296	114		
1805			611	205	126		
1806			447	281	90		
1809		750	500	250	100	12	20
1819			6-700	250	100	20	25
1822	1735						
1825	1272						
1831	1373						
1836		1200	600	250	45		

Il est impossible de ne pas noter la fidélité avec laquelle la production épouse entre 1798 et 1806 le mouvement des exportations au port de Québec. Malheureusement, les vides qui subsistent pour le reste de la

décennie dans la documentation rendent ces chiffres moins intéressants que ceux de la paroisse de l'île de Montréal.

	<i>blé</i>	<i>prix</i>
1798	247	5#
1799	240	9#
1800	214	12#
1801	294	6#
1802	470	6#
1803	279	6#
1804	287	9#
1805	31	8#
1806	227	8# 10 s.
1807	95	9#
1808	200	9# 10 s.
1809	266	10# 10 s.
1810	300	10# 10 s.

La signification de cette série sans failles est claire: le mouvement de la production va dans la même direction que les exportations et colle à la tendance que révèle la dîme dans son ensemble. La moyenne des cinq années finissant en 1802 est de 393 minots par an; celle des cinq suivantes n'est que de 183 minots; celle des trois dernières années, avec une moyenne de 255 minots, reproduit la reprise qu'on peut observer sur la courbe des exportations. Mais cette remontée demeure fort inférieure à celle qui culmine en 1802. Signalons ici qu'en général la plus grande partie des surplus de production était vendue au cours de l'année qui suit la récolte.

Il n'y a pas que la dîme qui soit révélatrice de la production. La rente payée en blé dans de nombreuses seigneuries, à raison de tant de minots par censitaire, avait des rapports moins directs que la dîme avec le mouvement de la production mais ceux-ci n'en étaient pas moins réels. Bien qu'à cet égard la rente ait été fixe, la rente totale perçue par le seigneur pouvait varier en fonction de deux facteurs principaux: le nombre de censitaires et l'état des récoltes qui avait une influence sur le nombre de fermiers capables de payer cette rente foncière en nature. Une lettre de Blondeau, agent de la seigneurie de Laprairie, éclaire cette question. En avril 1805, il écrivait aux commissaires des Biens des Jésuites: « que sy la recette a été modique dans les six derniers mois, on ne doit l'attribuer qu'à la mauvaise récolte de l'année dernière particulière-

ment dans une grande partie de la seigneurie de Laprairie, et dont beaucoup de tenanciers ne peuvent ensemercer leurs terres cette année faute de bled. Enfin la misère a été si grande cette année que sur le nombre de 740 tenanciers 360 se sont présentés pour payer leurs rentes dont plusieurs en partie ¹¹. » En 1790, le rendement théorique de cette rente

	<i>blé</i> <i>rente</i>	<i>blé</i> <i>prix</i>		<i>blé</i> <i>rente</i>	<i>blé</i> <i>prix</i>
			1814 _____	628	18# 10 s.
1799 _____	1060	6#	1815 _____	739	10#
1800 _____	936		1816 _____	635	11# 15 s.
1801 _____	1086		1817 _____	909	12#
1802 _____	663	6#	1818 _____	694	
1803 _____	738	7#	1819 _____	624	7# 8 s.
1804 _____	545	5# 5 s.	1820 _____	540	5# 10 s.
1805 _____	735	9# 6 s.	1821 _____	763	4# 12 s.
1806 _____	646	8# 10 s.	1822 _____	661	5#
1807 _____	713	7# 10 s.	1823 _____		
1808 _____	727	8# 10 s.	1824 _____	763	
1809 _____		9# 10 s.	1825 _____	383	5# 8 s.
1810 _____	522	9# 15 s.	1826 _____	351	6#
1811 _____	582	11# 15 s.	1827 _____	217	6# 12 s.
1812 _____	510	8# 10 s.	1828 _____		
1813 _____	1065	12#	1829 _____	263	10#

était de 961 minots de blé. Le tableau suivant de la rente payée en blé dans la seigneurie de Laprairie précise davantage cette grande transition entre le XVIII^e et le XIX^e siècle et l'évolution subséquente.

Pour évaluer correctement la portée de ce déclin, il faut tenir compte de la dimension démographique. De 1790 à 1805, le nombre des censitaires passe de 469 à 740; en 1842, il atteint 966 mais il était stationnaire depuis 1826 au moins. Dans cette seigneurie, la croissance de la population était très rapide. En 1822, celle-ci dans la paroisse Notre-Dame se chiffre à 2800 et en 1831 à 3448. En somme la pression démographique s'y faisait sentir depuis longtemps. Déjà, au début du XIX^e siècle, des signes apparaissaient à ce point de vue. Il faut dire ici que le mouvement de la rente en nature correspond non seulement à celui des exportations de blé mais

¹¹ Blondeau aux Commissaires des Biens des Jésuites. APQ, Biens des Jésuites, seigneurie de Laprairie. Dans une autre lettre de cette époque, Blondeau déclare que les paysans n'ont plus assez de bois pour ériger des clôtures.

aussi au mouvement de la dîme dans les différentes paroisses de la seigneurie. Cette solidarité est nette. Dans la paroisse Notre-Dame, le rapport entre le volume de la dîme et le nombre de communiants est le suivant:

	1787	1800	1808	1836
<i>blé</i> _____	,70	,69	,42	,30
<i>avoine</i> _____	,23	,21	,53	,11

Dans la seigneurie du Cap-de-la-Madeleine, dans le district des Trois-Rivières, le mouvement est exactement semblable, bien que les quantités y soient minimes.

	<i>rente blé</i>	<i>blé prix</i>	<i>rente chapons</i>
1800 _____	18	6#	48
1801 _____	12	5#	72
1802 _____	8	5#	42
1803 _____	6	6#	29
1804 _____	6	5#	51
1805 _____	10	5# 6 s.	58
1806 _____	6	5#	32
1807 _____	8	5#	53
1808 _____	10	6#	34
1809 _____	4	6#	13
1810 _____	4	8# 4 s.	40
1811 _____	10	6#	35
1812 _____	8	10#	50
1813 _____	4	12# 6 s.	31
1814 _____	7	10#	52
1815 _____	6	10#	39
1816 _____	8	12#	39
1817 _____	7	7# 4 s.	23

Dans le district des Trois-Rivières, les prix affichent jusqu'en 1808 une stabilité qui ne se retrouve pas dans les deux autres grandes régions de la province: Montréal et Québec. Cela signifie peut-être qu'à cet endroit la tendance majeure se serait renversée quelques années plus tard. A Montréal, le mouvement de la rente dans les seigneuries des Sulpiciens suit, à une exception, celui qui a été observé dans les seigneuries de Laprairie et du Cap-de-la-Madeleine.

	SAINT-SULPICE	LAC-DES-DEUX-MONTAGNES	ÎLE DE MONTRÉAL	Total
	<i>rente</i>	<i>rente</i>	<i>rente et dîme</i>	
1797	1032	300	1483	2766
1798	1167	283	1402	2853
1799	1360	352	1339	3052
1800	1196	534	1460	3191
1801	1064	496	1773	3333
1802	1477	987	2022	4536
1803	1093	626	1631	3451
1804	1172	536	1722	3432
1805	939	373	862	2174
1806	1196	805	1662	3664
1807	1374	567	1124	3066
1808	1244	563	1263	3071
1809	1137	654	1515	3308
1810	1069	1083	1643	3796
1811				
1812	1072	591	1295	2991

Sur l'île Jésus, propriété du Séminaire de Québec, la rente en blé emprunte la même tendance.

	<i>blé rente</i>	<i>blé prix</i>
1795	1599	9# et 10#
1796	1688	
1797	2600	6# 17 s.
1798	4074	
1799	6138	
1800	2836	
1801		
1802	2016	
1803	2331	6# 12 s.
1804	2198	6# 12 s.
1805	2198	6# 12 s.
1806	2400	
1807	3386	
1808	1262	
1809		
1810		
1811	1964	10#
1812	2102	
1813		
1814	1176	11# 8 s.
1815	2828	

Comme pour la dîme, le mouvement de la rente payée en nature mériterait d'être prospecté davantage. Le volume de la rente accompagné du nombre de censitaires permettrait de déceler les variantes locales et compléterait le tableau de base constitué par la dîme. Une analyse plus poussée devrait s'appuyer dans la mesure du possible sur une connaissance de la production au niveau des exploitations individuelles. Malheureusement les sources actuellement accessibles sont peu nombreuses et les destins individuels si variés. Dans les archives du Séminaire de Québec, il existe certaines statistiques à cet égard.

	<i>blé</i> <i>prix</i>	PETITE-FERME		DELAGRAVE I		DELACRAVE II	
		<i>blé</i>	<i>avoine</i>	<i>blé</i>	<i>avoine</i>	<i>blé</i>	<i>avoine</i>
1795		1300	20	70	709	17	336
1796	10# 10 s.	888		112	494	78	576
1797	6# 12 s.	823		78	768	37	869
1798	6#	725	24	106	420		700
1799	5#	716	10	24	676		670
1800	8#	520		0	603		470
1801							
1802	8# 10 s.	1346		222	700	76	346
1803	5#	572		104	910	52	780
1804	7# 15 s.	1062	345	70	490	90	520
1805							
1806							
1807							
1808	8#	237		72	410	20	450
1809	11#	600		130			
1810	12#	713		50			
1811		58					
1812		556					
1813	15#	50			500		306
1814	10#	318		500		60	494
1815		52		4	298	4	298

Si la dîme, la rente en nature et le produit des fermes, lorsque le bail ne prévoit pas le versement d'un montant annuel fixe en argent ou en nature, représentent à leur façon et à des degrés variables le niveau ou le mouvement de la production, on ne saurait sans examen en dire autant du produit des *moulins banaux*. A notre avis, celui-ci accroche d'une manière plus complexe et plus subtile à la production du blé. En principe, les censitaires étaient obligés d'aller faire moudre leur blé au moulin seigneurial et ils devaient payer une redevance en nature égale

à 1/13^e. Théoriquement, le blé qui passait par les moulins banaux correspondait à la consommation familiale parmi les censitaires. La portion de la récolte réservée pour les prochaines semences, le paiement de la dîme, de la rente en nature et pour la vente à l'état brut n'était pas envoyée au moulin. En ce sens, cette redevance, tout comme la rente payée en nature, serait assez significative des fluctuations de la production. Celles-ci pourraient être obtenues en divisant le produit de la banalité par le nombre de tenanciers utilisant le moulin banal. Car cette portion de la récolte consacrée à l'alimentation variait aussi au gré des bonnes, des moins bonnes et des mauvaises récoltes.

Le volume de la banalité pouvait varier sous d'autres influences. La condition de ces moulins avait un effet à cet égard. Certains moulins étaient mal équipés, mal entretenus ou trop éloignés des censitaires. Certains seigneurs avaient même négligé d'en construire et les paysans étaient dans ce cas forcés d'aller dans les seigneuries voisines. En 1806, l'agent de la seigneurie de Laprairie écrivait: « Je vous le repete que les moulins du General Burton et de feu Mr. McTavish sont des chefs d'œuvre¹². » Il est évident que les négociants qui désiraient convertir en farine une partie du blé acquis des curés, des seigneurs ou des paysans soit pour l'exportation soit pour la vente sur place ne faisaient appel à ces moulins décrépits qu'en dernier ressort. Ils utilisaient sans doute les moulins modernisés. Il arrivait aussi que les moulins seigneuriaux, parce qu'ils nécessitaient des réparations plus ou moins considérables, fonctionnent seulement une partie de la saison. Tous ces facteurs affectaient le produit des moulins. Quelques exemples choisis dans la seigneurie de Beaupré, propriété du Séminaire de Québec, illustrent cette discussion.

Ces moulins étaient situés dans des localités où la croissance démographique était fort variable. A Saint-Joachim, le nombre des communicants passe de 290 en 1798 à 300 en 1814 et, à Sainte-Anne-de-Beaupré, de 290 en 1789 à 330 en 1814. A Château-Richer et à l'Ange-Gardien, la croissance était plus ferme: 340 communicants en 1789 et 600 en 1814 dans la première; 280 en 1789 et 400 en 1814 dans la seconde. Malgré ces accroissements plus ou moins marqués de la population locale, la courbe du blé recueilli dans ces moulins fluctue dans le même sens que les exportations

¹² APQ, Biens des Jésuites, seigneurie de Laprairie. Blondeau voulait moderniser les moulins de la seigneurie.

	MOULIN DU PETIT-PRÉ		MOULIN DE SAINT-JOACHIM	
	<i>blé : rente</i>	<i>blé : prix</i>	<i>blé : rente</i>	<i>blé : prix</i>
1795 _____	1178	5# 5 s.		
1796 _____	872	11#		
1797 _____	1247	6# 12 s.	332	6# 12 s.
1798 _____	1220		299	
1799 _____	1131		129	
1800 _____	1412	8#		
1801 _____	1383			
1802 _____	1472	8# 10 s.	371	8# 10 s.
1803 _____	1314		350	7# 10 s.
1804 _____	1365	7# 10 s.	362	7# 15 s.
1805 _____	838	10# 10 s.	307	10# 10 s.
1806 _____	1224	9#		
1807 _____	1437	8#		
1808 _____	1013	8#	320	8#
1809 _____			250	
1810 _____	1115	12#	246	12#
1811 _____	753	12#	210	11# 10 s.
1812 _____	887		177	
1813 _____	764	17#	187	17#
1814 _____	798	10#	133	10#
1815 _____	667		171	12#

au port de Québec. Il faut dire que le comportement des prix ne révèle aucune tendance à la surproduction. La hausse plus que vigoureuse met au contraire en évidence une certaine défaillance de l'offre par rapport à la demande.

Dans les seigneuries des Sulpiciens qui opèrent huit moulins dans le voisinage de Montréal, le mouvement est moins net. Ainsi, dans la seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes, le produit du moulin atteint son maximum en 1802 alors que le produit de la rente en nature, bien que presque aussi élevé en 1802, a son sommet en 1810. A cet endroit, l'augmentation de la population, sans être rapide, était néanmoins réelle: entre 1810 et 1816, les naissances sont de 338 et les décès de 278¹³.

A Sainte-Anne où la dîme en blé est de 600 minots en 1799, de 120 et 170 minots en 1802 et 1808, le nombre des communiants reste à 300 du début du siècle à 1808. A Pointe-Claire, où la dîme et la population déclinent après 1787, la reprise démographique semble s'engager vers 1805.

¹³ Septième rapport du comité de l'assemblée législative sur la colonisation, 1824, 198.

	LAC-DES-DEUX-MONTAGNES	SAINTE-ANNE	POINTE-CLAIRE
	<i>moulin</i>	<i>moulin</i>	<i>moulin</i>
1795 _____	190		
1796 _____	124	108	97
1797 _____	204	114	128
1798 _____	255	243	150
1799 _____	285	484	150
1800 _____	124	414	146
1801 _____	347	352	149
1802 _____	400	259	138
1803 _____	351	181	94
1804 _____	150	242	137
1805 _____	60	232	150
1806 _____	188	249	96
1807 _____	178	459	70
1808 _____	240	311	120
1809 _____	261	350	164
1810 _____	132	302	136
1811 _____	157	284	160
1812 _____	233	246	130
1813 _____		452	208

A Sainte-Anne et à Pointe-Claire, le surplus des naissances sur les décès pour la période 1810 à 1816 est de 280. Dans cette dernière localité, le maximum de la redevance est en 1813.

A Lachine, alors que le maximum de la dîme est en 1808, celui de la *banalité* se situe en 1811. Pour les quatre moulins du Sault-aux-Récollets et de l'Achigan, dont deux furent réparés et reconstruits au tournant du siècle, les courbes semblent refléter l'instabilité démographique des différentes portions du territoire. Pour ces quatre moulins, les moyennes annuelles sont les suivantes :

	<i>minots</i>
1788-1792 _____	4475
1793-1797 _____	4172
1798-1802 _____	3881
1803-1807 _____	3800
1808-1812 _____	3709

Selon cette statistique, la chute débiterait entre 1790 et 1792, alors que les chiffres de la rente en nature de la seigneurie de Saint-Sulpice indiquent 1802. Il est vrai qu'en prenant chacun de ces moulins séparément, le pic se situe tantôt en 1789 ou en 1792, tantôt en 1806 ou en 1809.

En 1807, un observateur que nous avons déjà cité disait que le blé « ne peut procurer un emploi suffisant à la génération naissante qui est très nombreuse ¹⁴ ». Cet observateur avait, croyons-nous, vu juste. Notre analyse des exportations et des prix, du mouvement de la dîme, de la rente foncière payée en blé, du produit de certaines fermes et moulins met en lumière ce que les chiffres indiquent clairement: la mutation qui se dessine au cours des premières cinq années du XIX^e siècles. Le début du déclin du blé n'est pas un phénomène presque imperceptible. Il s'amorce d'une façon brutale. Cette crise du blé, à cause de l'importance du froment dans l'agriculture de l'époque, allait bouleverser toute l'activité agricole.

II. — L'ENRACINEMENT DE LA CRISE (1810-1838).

La méthode qui consiste à suivre l'évolution de l'agriculture à travers le mouvement des exportations et des importations, semble fort juste dans le cas du Bas-Canada. D'ailleurs, lorsque celles-ci ne sont pas le véritable reflet des oscillations de la production, il est possible de le savoir soit en examinant le comportement des prix, soit en scrutant les témoignages des contemporains. Les chiffres de la dîme permettent une approche plus directe des orientations de l'agriculture bas-canadienne après la première grande défaillance du début du siècle qui se produit dans un contexte d'expansion démographique très rapide. C'est ce contraste qui frappe d'abord les premiers observateurs du phénomène. En 1821, 22 et 23, la Chambre d'Assemblée mène une série d'enquêtes sur l'agriculture, le surpeuplement des terres et la colonisation. A cette occasion, deux négociants de céréales, William Meiklejohn et Peter Burnett ¹⁵, sont appelés à se prononcer sur le malaise persistant de l'agriculture.

Tous deux sont frappés par « la grande augmentation de la population » et par la « stagnation de l'agriculture ». Ayant recherché les origines de cette situation, le premier déclare que, de 1784 à 1822, la population quadruple, les troupeaux font moins que doubler tandis que l'accroissement de l'espace cultivé n'est que d'un tiers. Meiklejohn pousse plus loin sa recherche et scrute le mouvement des exportations depuis la Révo-

¹⁴ *Histoire économique et sociale du Québec*, 187. Il faudrait peut-être scruter davantage les réactions des individus et des groupes au plan des prises de conscience.

¹⁵ Sixième rapport du comité de l'assemblée sur la colonisation, 1823, 109-116.

lution américaine. Il insiste sur l'expansion des années 1793 à 1802 pour lesquelles il a relevé les chiffres. En convertissant le blé en farine à raison de cinq minots au baril et les biscuits à raison de 2 2/5 au quintal, il est possible de dégager la moyenne annuelle de cette décennie: 89.660 quarts de farine. Il note en passant qu'à cette époque les importations en provenance du Haut-Canada et des États-Unis étaient encore très faibles. A propos de la première décennie du XIX^e siècle, il fait surtout remarquer l'accroissement des importations pour fins de réexportation. Calculée sur les mêmes bases, la moyenne annuelle pour 1803-1808 est de 68.107 quarts de farine soit un recul de 31% par rapport à la décennie précédente. Meiklejohn aborde rapidement la situation qui prévaut pendant la guerre de 1812. Il se contente de dire sans chiffres à l'appui que les exportations et les importations déclinent d'une façon radicale. Pour la période 1816-1822, il est plus précis: les exportations annuelles moyennes équivalent à 68.565 quarts de farine. Mais Meiklejohn ne fait pas qu'insister sur la stagnation que révèlent ses chiffres, il recherche par une évaluation de la consommation, de la production, des exportations et des rendements, la cause du problème agricole qu'il voit dans la pauvreté des techniques. Selon lui, la détérioration de l'agriculture n'était pas passagère.

De son côté, Peter Burnett examine plus à fond le rapport entre les exportations de céréales et les importations pour les années 1818 à 1822. En somme les importations, encore faibles au XVIII^e siècle, avaient vite pris une importance considérable. Les chiffres qu'il produit sont particulièrement significatifs en regard du renversement vers 1813 de la tendance à long terme des prix et de la contraction vers 1820 du marché impérial. Sa méthode consiste à convertir le blé et les biscuits en farine.

	<i>Exportations en quarts de farine</i>	<i>Importations</i>	<i>Résidu</i>
1818 _____	114.962	45.236	69.726
1819 _____	25.068	21.733	3.335
1820 _____	113.369	45.252	68.117
1821 _____	91.745	66.956	24.789
1822 _____	82.220	62.571	19.649

Aux importations officielles, Burnett ajoute les importations plus ou moins clandestines qu'il estime à 6,000 quarts de farine par an. Ces calculs prouvent que les exportations sous une forme ou sous une autre de froment

produit dans le Bas-Canada ne dépassent pas annuellement pour ces années 31.123 quarts de farine. Phénomène tout aussi significatif que ne relève pas Burnett: l'accroissement relatif des importations se continue même en période de contraction de la demande sur les marchés extérieurs. Ce qui permet de mettre l'accent par un autre biais sur les déficiences de la production locale. Peter Burnett conclut son témoignage en disant: « convaincu que les résultats en ce qui regarde les objets de commerce sont suffisamment établis sur le principe que l'état de l'agriculture paroîtra par l'exportation moyenne, je n'ai point pris du tout en considération l'augmentation de la population, ni ne suis entré dans aucun autre détail ». En réalité, pour obtenir une vue précise de l'évolution entre 1793 et 1822, il faudrait tenir compte de ces importations venues des États-Unis et du Haut-Canada. Il s'agit d'une proportion croissante. De même l'augmentation de la population et du nombre des producteurs agricoles doit être considérée. On ne saurait résoudre ce problème en parlant vaguement de la diversification des occupations.

Le tableau suivant illustre cette approche ¹⁶. Notons toutefois qu'avant 1812 la pondération par les importations n'a pas été vraiment faite.

Ces statistiques montrent, si les exportations sont le reflet de la production, les étapes du déclin du blé dans le Bas-Canada. Évidemment cette chute ne s'opère pas d'une manière continue. Ce phénomène est le résultat de multiples facteurs jouant à des degrés variés dans le temps et dans l'espace. Mais la tendance n'en est pas moins là. Les rapports sur les dîmes confirment à la fois son existence et sa vigueur. Les chiffres de la dîme pour la paroisse de Montréal, comme ceux de la rente en blé dans la seigneurie de Laprairie, permettent de saisir cette évolution. Nous nous contentons de livrer ici les moyennes annuelles par période de cinq ans.

La dîme, parce qu'elle ne pèse ni sur la pomme de terre ni sur les troupeaux et leurs produits, n'est finalement qu'un indicateur incomplet de la production agricole. Dans le cas de l'île de Montréal comme ailleurs, il serait intéressant de pouvoir constater avec précision les changements encourus dans ces deux domaines. Il n'en reste pas moins que les paliers de la chute pour le blé et pour l'avoine sont bien marqués. Ils le seraient

¹⁶ Cette série ne tient pas compte des exportations de biscuits.

	<i>Minots exportés par an</i>		<i>Exportations par tête</i>
1793-1797	326.921		1,9
1798-1802	484.406		2,5
1803-1807	262.709		1,1
1808-1812	295.150		1,1
1813-1817	30.551		0,1
1818-1822	113.689		0,3
1823-1827	160.390		0,4
1828-1832	81.150		0,1
1833-1837	520.535	importés pour consommation locale	1,1
1838-1842	849.675	importés pour consommation locale	1,6
1793-1802	405.663		2,3
1803-1812	278.929		1,2
1813-1822	72.120		0,2
1823-1832	120.770		0,3
1833-1842	685.303	importés pour consommation locale	

	<i>blé</i>	<i>avoine</i>	<i>pois</i>	<i>orge</i>
1798-1802	293			
1803-1807	183			
1808-1810	255			
1821-1825	253	194	76	8
1826-1830	149	137	38	0
1831-1835	151	195	32	0
1836-1840	27	269	33	3
1841-1845	59	192	37	23
1846-1850	146	229	52	15

sans doute davantage si la série ne s'arrêtait en 1810 pour ne reprendre qu'en 1821. Dans l'île de Montréal, le déclin du blé et la montée des cultures de remplacement sont surtout le fruit de la diversification progressive des occupations dans cette communauté en voie d'urbanisation et le résultat des choix économiques d'un groupe de producteurs dynamiques mais peu nombreux. Dans ces conditions, la diminution du nombre de producteurs semble normale. Dans les seigneuries rurales, même s'il existe une minorité plus dynamique, le changement de structure, loin d'être l'aboutissement d'une fructueuse diversification des occupations lié au progrès économique, soulève d'abord le problème de l'état arriéré des techniques agricoles et du surpeuplement réel ou artificiel de l'aire seigneuriale. Prenons le cas de la seigneurie de Laprairie pourtant située dans le voisinage immédiat de Montréal. En 1831, une pénurie de terres s'y faisait

sentir depuis longtemps. La proportion des propriétaires de toutes catégories est de 64% ; celle des cultivateurs propriétaires n'est que de 43%. Par contre 15% des chefs de famille sont des journaliers et les autres (42%) sont des artisans, des commerçants et des professionnels¹⁷. En faisant le tour des activités, dans cette seigneurie, il est aisé de constater l'encombrement de certains groupes. Le nombre des aubergistes y est de 46. La même situation prévaut ailleurs à des degrés divers depuis le tournant du XIX^e siècle. En 1821, James Cuthbert, seigneur de Berthier, déclare :

The population in the old seigniories is very dense, and in my division of militia in 1804, there were from nine hundreds to one thousand militiamen, and in 1820, twenty-four hundreds men above sixteen years of age... If I had held ungranted seigniorial lands of good quality, I could have conceded two or three hundreds farms in one year¹⁸...

Dans les seigneuries des Jésuites du district des Trois-Rivières, plus de 300 jeunes attendent en 1822 des octrois de terres qui, depuis longtemps, auraient dû être faits¹⁹. L'encombrement réel du terroir se double, depuis le début du siècle, du refus des seigneurs de concéder des terres sur demande. Ceux-ci voient leur intérêt dans ces restrictions du rythme des octrois de terres aux paysans désireux de s'établir. En somme, là où la pénurie réelle de terres n'existe pas, les seigneurs pour des raisons économiques la créent et la maintiennent. Roderick Mackenzie, seigneur de Terrebonne, affirme en 1822 :

No augmentations to seigniories having been made since 1759, and of course not expected to be made hereafter, may be a principal cause for the delays observed in the settlement of some seigniorial lands. Proprietors expecting no increase as formerly, wait favourable opportunities to make the most of what they have²⁰.

Le retard des techniques et la rareté des terres sont les principaux facteurs à l'origine du déclin du blé à un moment où la demande a tendance à augmenter sur les marchés impériaux. A court terme, celle-ci peut fluctuer mais, à moyen et à long termes, la conjoncture favorise le froment.

Telle est la toile de fond qui permet de comprendre le déclin du blé vu à travers la statistique sur la dîme. D'abord le pourcentage des paroisses qui, après 1802, fournissent un minot de blé et plus par communiant

¹⁷ APC, recensement nominal de 1831.

¹⁸ Premier rapport de l'assemblée sur la colonisation, 1821, 14.

¹⁹ Septième rapport..., 1824, 20-28.

²⁰ Premier rapport..., 1821, 16s.

passé de 21% à 0% en moins de dix ans. Un phénomène analogue se produit pour celles qui livrent entre $\frac{3}{4}$ de minot et un minot: 21% pendant la période 1787-1802, 11% pour 1803-1817 et 2% pendant la période 1825-1838. Si on considère l'ensemble des paroisses qui versent au curé $\frac{1}{2}$ minot de blé et plus, la chute n'en est pas moins frappante: 1787-1802, 80%; 1803-1817, 68%; 1825-1838, 19%. Alors que le pourcentage des paroisses qui donnent $\frac{1}{4}$ de minot et moins n'est que de 3% pendant la période 1787-1802, cette proportion grimpe à 32% durant la période 1825-1838. En somme, après le premier décrochage de la première décennie du siècle, le mouvement s'accélère d'une décennie à l'autre. Il importe maintenant d'en retrouver le dessin selon les régions.

Le district de Québec offre une assez grande diversité tant du point de vue économique que de la nature et de la qualité des sols. Il y a des endroits où l'habitant peut cultiver la terre et bénéficier, surtout après 1806, de l'expansion du commerce du bois et du trafic portuaire. Ailleurs le paysan peut combiner la pêche et l'agriculture. A certains endroits, cependant, l'agriculture constitue la seule activité importante. Dans les environs de Québec, les habitants, malgré le mauvais état des chemins, sont avantagés par la proximité du marché. Ils peuvent y écouler leurs denrées et trouver un travail saisonnier. Le comportement de la dîme en blé dans ces vieilles paroisses où la croissance démographique était déjà difficile au XVIII^e siècle, reflète assez bien l'enracinement de la crise du blé. Nous donnons ici le montant de la dîme par communiant pour cinq paroisses: (1) Ancienne-Lorette, (2) Charlesbourg, (3) Château-Richer, (4) Sainte-Anne-de-Beaupré, (5) Beauport.

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1789	,50	,40	,97	1,20	,42
1798	,60	,53	,99	,98	,57
1806			,84	1,22	
1807	,50	,50			
1814			,70	,90	
1828	,16	,23	,49	,87	,25
1834	,03	,04	,33	,60	,25

Sur la rive sud du fleuve, l'enracinement de la crise y est en général aussi fonction de l'expansion démographique. Les mouvements de population des vieilles paroisses surpeuplées et de celles, où les seigneurs dosent

plus ou moins savamment le rythme des concessions, vers les localités où la terre est disponible, se dessinent à la fin du XVIII^e siècle. Ainsi la paroisse de Beaumont possède à l'instar de la plupart des paroisses des environs de Québec une croissance démographique particulièrement lente. De 1803 à 1822, nous relevons onze années pendant lesquelles les décès l'emportent sur les naissances²¹. Ce vieillissement est compensé par une accélération de la croissance dans les localités plus éloignées. Selon les endroits, le déclin de la dîme s'engage autour de 1802 et de 1810 pour se préciser partout par la suite. Les indices pour six paroisses séparées de Québec par le fleuve montrent cette progression: (1) Saint-Charles, (2) Saint-Michel, (3) Saint-Henri, (4) Pointe-Lévy, (5) Saint-Gervais, (6) Beaumont.

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1788	1,14					
1790	,48			,37	,33	,51
1799	,50	,60	,61	,81	,20	
1805		,57	,64	,33	,19	,53
1810	,75	,80		,39	,52	,50
1817				,36		,45
1825	,45	,50	,38	,17	,15	,50
1831					,16	
1832	,38	,37	,30			,52
1833				,10		
1837	,21	,20	,16	,03	,10	,10

Plus bas sur la rive sud du fleuve, se trouve un groupe de communautés rurales anciennes où la croissance de la population demeure particulièrement vigoureuse jusqu'aux années 1820. Bien qu'inégalement marqué, l'effondrement de la production du blé n'en est pas moins réel. Le tableau suivant donne aussi le rendement de la dîme en blé par communiant dans les paroisses de (1) Saint-Vallier, (2) Cap-Saint-Ignace, (3) Lislet, (4) Rivière-Ouelle, (5) Sainte-Anne-de-la-Pocatière, (6) Saint-Jean-Port-Joli, (7) Saint-Roch-des-Aulnaies.

Le bas du fleuve et la Beauce attirent encore pour un temps les surplus de population des paroisses moins avantagées du point de vue qualité et disponibilité des sols mais, vers 1830, cette situation est en voie de prendre fin. Des mouvements de population se dessinent en direction

²¹ Septième rapport..., 1824, 148.

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1798				,75			
1799		,57	,67			,57	1,16
1800							1,51
1806	,85	,50	,60	,57	,70	,52	,41
1810	,88						
1814		,42	,58		,51	,52	,57
1825	,42					,50	
1826		,51	,60	,59	,66		,50
1832	,42						
1833		,39	,62	,52	,60	,66	,62
1837	,30						
1838	,33		,21	,30	,32	,29	,50

de Rimouski, plus tard vers le lac Saint-Jean et, dans l'immédiat, vers les États-Unis. Dans les vieilles paroisses de la rive nord entre Québec et Trois-Rivières, les pressions démographiques accompagnent le déclin radical du blé. Il s'agit des paroisses de Cap-Santé (1), Deschambault (2), Les Grondines (3), Saint-Augustin (4).

	(1)	(2)	(3)	(4)
1789	,66	,55	,50	,82
1798	,40	,29	1,00	
1807	,32	,50	,32	,50
1829	,04	,27	,11	,12
1835	,19	,36	,21	

Sur la rive sud, un groupe de localités fait le pont entre le district de Québec et celui des Trois-Rivières. Vers 1820, les plaintes des censitaires de Lotbinière incapables d'obtenir suffisamment de terres pour établir leurs fils retentissent et ont leur écho dans l'assemblée législative. La croissance de la population y est rapide. Ces paroisses sont (1) Sainte-Croix, (2) Saint-Louis, (3) Saint-Antoine-de-Tilly, (4) Saint-Nicolas. Le recul de la production du blé y est tout aussi marqué qu'ailleurs.

	(1)	(2)	(3)	(4)
1789	,42	,74	,53	,35
1796	,63	,63	,56	,48
1805	,50	,56	,37	,27
1810	,69	,52	,45	,33
1825	,37	,42	,37	,24
1830	,25	,37	,27	,25
1836		,33	,34	

Dans le district des Trois-Rivières, la diversité des situations est moins grande que dans celui de Québec. Néanmoins la structure du mouvement est la même. Le déclin du blé, selon les endroits, s'amorce à des moments différents mais a aussi un caractère universel. Les statistiques pour un groupe de paroisses situées sur la rive nord du fleuve le prouvent: (1) Saint-François-Xavier de Batiscan, (2) Sainte-Geneviève de Batiscan, (3) Cap-de-la-Madeleine, (4) Champlain, (5) Sainte-Anne-de-la-Pérade, (6) Trois-Rivières, (7) Sainte-Anne-de-Yamachiche.

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1788						,46	
1789	,71	,35	,80	,97	,40		,79
1795						,51	,90
1798	,50	,17	,54	,42	,41		
1799					,75		
1802						,68	1,00
1807	,67	,28	,37	,66	,44	,33	,71
1809				,33			
1829			,14	,23	,08	,15	,13
1835				,50	,26	,20	,31

La plupart des grosses paroisses de la rive sud suivent le même schéma. Le rendement de la dîme en blé par communiant diminue. A (1) Gentilly, (2) Bécancourt, (3) Saint-Grégoire-de-Nicolet, (4) Nicolet, (5) Saint-François, (6) Saint-Pierre-les-Becquets et à (7) Saint-Michel-de-Yamaska, ce rapport de la dîme est le suivant:

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
1788				,70	,46		
1789	,36	,72				,30	
1796	,66	,58		,87	,30	,20	,41
1805	,75	,60	,90	,70	,23	,63	,58
1810	,80	,58	,62	,41	,16	,70	,46
1830	,33	,27	,44		,27	,13	,15
1836	,37	,30	,36	,24	,25	,21	,58

Le district de Montréal, qui était à la fois le plus peuplé et le plus adonné à la production du blé, peut être divisé en deux parties séparées par le fleuve. La première comprend l'île de Montréal et toutes les paroisses situées au nord du Saint-Laurent. La seconde au sud a la vallée du Richelieu comme centre de gravité. Disons d'abord que le rendement de

la dîme par communiant avait au XVIII^e siècle été beaucoup plus élevé dans ce district que dans les deux autres. Pour la période 1787-1802, alors que le pourcentage des paroisses bas-canadiennes payant un minot de blé et plus par communiant est de 19%, cette proportion atteint 25% dans le district de Montréal. Pour celles qui fournissent $\frac{1}{2}$ minot et plus et $\frac{3}{4}$ de minot et plus, l'écart avec la moyenne provinciale est respectivement de 10 et de 9% en faveur de Montréal. C'est au sud de Montréal que cette supériorité est la plus marquée: 27% des paroisses versent en dîme un minot et plus de blé par communiant. Dans la région de Montréal, la chute de la production du blé pendant la première décennie du siècle est beaucoup plus considérable qu'ailleurs dans la province. Le pourcentage des paroisses qui donnent un minot et plus de blé par communiant passe de 25%, chiffre de la période 1787-1802, à 4%. Au sud du fleuve, cette transition est encore plus brutale: 27% à 0%. Au nord, elle s'opère davantage en douceur: 24% à 9%. Par contre, la nouvelle chute qui se produit de 1832 à 1836 est moins violente dans le district de Montréal qu'ailleurs dans le Bas-Canada. Le pourcentage des paroisses qui versent moins de $\frac{1}{2}$ minot de blé par communiant pendant ces années est: la province 79%, le district de Montréal 69%, rive nord 64%, rive sud 68%. Il n'en reste pas moins que le district de Montréal est celui qui souffre le plus de l'effondrement de la production du blé. L'analyse des pourcentages des paroisses fournissant $\frac{3}{4}$ de minot et plus de blé par communiant est révélatrice de l'ampleur de la catastrophe.

	1787-1802	1803-1809	1832-1836
Province	40%	16%	2%
D. de Montréal	49%	17%	5%
Rive nord	49%	28%	14%
Rive sud	49%	10%	2%

L'expansion de la culture de l'avoine apparaît comme la contrepartie du déclin du blé. Mais cette solution n'est pas découverte d'emblée. Pendant les quinze premières années du siècle, la production de l'avoine fléchit. Comparé à celui des années 1787-1802, le pourcentage des paroisses où la dîme par communiant est inférieure à $\frac{1}{2}$ minot, augmente. C'est dans les districts de Québec et des Trois-Rivières que cette croissance est la plus forte. Dans le district de Montréal, la production a plutôt tendance à monter de sorte que le pourcentage de ces paroisses versant moins d'un

demi-minot diminue. Quant au pourcentage des paroisses payant $\frac{1}{2}$ minot d'avoine et plus, il fléchit à l'échelle provinciale et surtout dans les districts de Québec et des Trois-Rivières.

La hausse de la production de l'avoine en tant que réponse parmi plusieurs autres à la crise du blé ne devient vraiment évidente qu'après 1825. Au niveau de la province, si nous comparons la période 1825-1838 à 1803-1817, le pourcentage des paroisses qui versent $\frac{1}{2}$ minot et plus par communiant s'accroît de 6%. Une comparaison des années 1832-1836 et 1803-1809 permet de faire des nuances importantes concernant la présentation de ce phénomène. Il s'agirait, tout au moins pour ces deux moments, d'une mutation surtout visible dans les districts de Québec et des Trois-Rivières. Dans ces deux grandes régions, la proportion des paroisses payant $\frac{1}{2}$ minot d'avoine et plus passe de 12% à 25%. Dans la région de Montréal, ce mouvement n'est perceptible que si nous comparons les périodes 1787-1802 à 1832-1836.

La suprématie du blé sur l'avoine, si bien établie au XVIII^e siècle, tend à disparaître par la suite en faveur de la pomme de terre et, après 1825, de l'avoine. Une comparaison pour le blé et pour l'avoine des paroisses fournissant $\frac{1}{2}$ minot et plus de dîme par communiant montre à la fois le déclin du blé et la progression de l'avoine dans la récolte.

	<i>blé</i>	<i>avoine</i>
1787-1802	88%	15%
1803-1817	68%	14%
1825-1838	19%	20%

Ces pourcentages indiquent le caractère tout relatif de cette expansion de la production de l'avoine. Ce n'est qu'après 1840 que le mouvement prend de l'ampleur.

La culture des pois avait toujours été un élément significatif de la production agricole. Il s'agissait cependant d'une production secondaire très inférieure en volume à celle du blé et de l'avoine. Même si, en certains cas et à certains moments, la production des pois a tendance à décliner après le tournant du siècle, l'impression qui se dégage des chiffres est celle d'une grande stabilité. Au sud de Montréal, cependant, un grand nombre de paroisses accordent une importance accrue à cette culture.

Enfin les statistiques sur la dîme offrent de précieuses indications sur la production de l'orge, du seigle et du sarrasin. Ces productions avant comme après 1800 demeurent secondaires. Dans de nombreuses paroisses du district de Québec, telles Baie-Saint-Paul, les Éboulements, Rivière-Ouelle, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Saint-Roch-des-Aulnaies, Lislet, Kamouraska, la production de l'orge avait pris dès le XVIII^e siècle une grande ampleur. Après 1800, la production de cette céréale semble suivre en gros le mouvement de la production du blé. Ainsi, à Rivière-Ouelle, la dîme en orge rapporte: en 1798, 450 minots; en 1806, 650; 1826, 350; 1833, 250; 1838, 250. Il semble que l'expansion de la culture de l'orge, du seigle et du sarrasin ait rencontré le même genre de difficultés que celle du blé. Pourtant les conditions économiques étaient favorables. Le développement des distilleries, surtout après 1830, et même le recul du blé avantageaient ces cultures.

Dans cette analyse, nous avons surtout cherché à percer les changements structuraux. Ce n'est qu'occasionnellement que nous avons exploré les conjonctures décennales. Nous avons même laissé de côté la crise générale des années postérieures à 1830. Dans cette perspective structurale, il importe de dire un mot de l'évolution des revenus parmi certains groupes sociaux. A ce niveau, des distinctions s'imposent.

Peut-on parler sans nuances du déclin des revenus des seigneurs ? Il est certain que, malgré la croissance démographique, le revenu seigneurial était menacé pour autant qu'il dépendait des paiements en nature et de la prospérité des censitaires. Mais la structure seigneuriale comportait à cet égard une assez grande flexibilité. Il faut dire que la conjoncture démographique favorisait les seigneurs qui disposaient de réserves de terres. Ceux-ci pouvaient retenir les terres, spéculer sur leur rareté, augmenter le taux de la rente dans les nouvelles concessions, forcer les habitants anciennement établis à passer de nouveaux contrats plus stricts et exploiter au maximum les ressources forestières. Tout cela était affaire d'opportunité et de mentalité. Le seigneur de Beauharnois ne fut pas le seul à tirer avantage de la situation. Dans les seigneuries colonisées au XVIII^e siècle, les propriétaires de fiefs jouissaient d'une marge moins considérable. Ainsi le Séminaire de Québec était propriétaire de Beaupré. Cette immense seigneurie comprenait plusieurs paroisses où le rythme de la croissance démographique était lent et d'autres où il était particulière-

ment rapide. De plus une portion étendue de la seigneurie était formée de réserves forestières peu propices à la colonisation agricole. De 1793 à 1807, les revenus de cette seigneurie et de celle de l'île Jésus augmentent de 47%, alors qu'ils ne montent que de 39% jusqu'en 1837. Fait non moins significatif: après 1802, le surplus des recettes sur les dépenses de l'institution tend à s'estomper pour faire place à un déficit chronique.

REVENUS DES SEIGNEURIES ET DÉPENSES DU SÉMINAIRE DE QUÉBEC
(moyennes annuelles en livres courantes françaises)

	<i>Revenus</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Surplus</i>	<i>Déficits</i>
1793-1797	66.310	53.863	12.447	
1798-1802	82.579	63.772	18.807	
1803-1807	97.983	94.939	3.044	
1808-1812	86.381	72.363	14.018	
1813-1817	111.145	115.712		4.567
1818-1822	91.770	98.157		6.387
1823-1827	111.887	136.963		25.076
1828-1832	136.462	137.318		856
1833-1837	137.517	136.012	1.505	
1838-1842	128.762	134.643		5.881

Il semble évident que la connaissance précise de l'évolution du revenu seigneurial pendant cette période de changements suppose la mise au point de monographies locales.

Quant aux revenus des curés qu'il faut distinguer de celui des fabriques, il se reflète assez bien à travers le produit de la dîme. Si les chiffres accumulés reproduisent vraiment le mouvement de la production, alors l'expansion des revenus au XVIII^e siècle et le recul du XIX^e sont des faits établis. Ils le sont d'autant plus que les volumes, même si on ne tient pas compte de la variable démographique, déclinent d'une façon générale. Comme les curés n'ont pas voulu ou n'ont pas pu en général étendre la dîme à d'autres denrées, l'hypothèse d'une chute de leurs revenus personnels s'en trouve davantage confirmée.

De même l'hypothèse d'une chute progressive du revenu paysan après 1802 devient la plus plausible. Le blé étant la principale denrée d'exportation et la plus rémunératrice, son déclin affectait directement le revenu des paysans. Il faudrait sans doute explorer davantage l'effet des fluctuations des prix en ce domaine. Il faudrait surtout pouvoir établir les différentes catégories de producteurs agricoles afin de déterminer les con-

séquences des hausses et des baisses des prix sur leurs statuts. La seigneurie de Laprairie en 1831, vue sous cet angle, offre un exemple significatif de cette approche²².

Seulement :

- 20% des paysans produisent plus de 200 minots de blé,
- 7% des paysans produisent plus de 60 minots de pois,
- 16% des paysans produisent plus de 150 minots d'avoine,
- 23% des paysans récoltent plus de 150 minots de pommes de terre,
- 22% ont plus de 11 bêtes à cornes,
- 5% ont plus de 8 chevaux,
- 25% ont plus de 20 moutons,
- 21% ont plus de 11 porcs.

En prenant chaque ferme individuellement, sa production, son étendue, le rendement et le nombre de personnes dans la famille, il est possible de construire des échelles de revenus et d'apercevoir la situation réelle des paysans. Lorsqu'il s'agit de mesurer le niveau de vie, il est aussi nécessaire de tenir compte des revenus d'appoint. Cette recherche stimulante est à peine amorcée, mais elle mérite d'être poursuivie.

La documentation qui appuie cette analyse est sans aucun doute partielle. Mais les jalons qu'elle pose éclairent néanmoins l'ensemble de ce paysage changeant que constitue le terroir bas-canadien des années 1787-1838. Une fois les principaux contours dégagés, les régions et les sous-régions s'en détachent avec une netteté plus que suffisante. Même les particularités locales émergent de la masse chiffrée et accusent la complexité du relief agricole. Grâce aux rapports sur la dîme et à l'aide des recensements complétés par les documents qualitatifs, il est possible de fixer d'une décennie à l'autre les traits essentiels de l'agriculture bas-canadienne.

Les incertitudes que recèlent ces séries chronologiques incomplètes n'empêchent cependant pas de saisir les mutations qui se dessinent au cours de la période. Mis en rapport avec les séries organiques sur les exportations, les importations et les prix, ces chiffres précisent davantage

²² APC, recensement nominal de 1831.

une évolution que nous connaissions déjà. Ils suggèrent en particulier une insistance accrue sur les conclusions principales dérivées de l'analyse des indices indirects de la production agricole.

Ainsi le changement majeur du début du XIX^e siècle se manifeste avec une brutalité, surtout dans la région de Montréal, dont nous ignorions l'intensité. Il est vrai que, dans le district de Québec, le phénomène datait en beaucoup d'endroits de plusieurs décennies. Quelles que soient les raisons de cette différence, les choses s'y déroulent plus en douceur. A long terme, le phénomène le plus frappant réside dans l'ampleur et l'amplitude de la crise agricole. La région de Montréal, particulièrement le sud et certaines paroisses situées au nord de la ville, opte plus difficilement pour les cultures de remplacement. C'est certainement là que la résistance au déclin du blé est la plus opiniâtre et la plus fortement ressentie. Il faut dire que cette région, à cause de la nature du sol, était plus profondément vouée à l'agriculture que les autres. Les possibilités pour le paysan de trouver en dehors de l'agriculture un revenu d'appoint y étaient aussi plus réduites. Ainsi l'exploitation forestière, source où s'alimentait le revenu paysan, était d'abord concentrée dans le district de Québec, dans les townships et dans la vallée de l'Outaouais.

Somme toute, ces indications chiffrées confirment ce que nous savions déjà et permettent de voir avec plus de précision le phénomène agricole. Il est certain qu'une collecte plus poussée des données sur la dîme fera faire de nouveaux pas en avant à la recherche. Peut-on parvenir à construire pour toutes les paroisses durant toute la période des séries annuelles ? Une connaissance exacte du volume de la production pour cette période serait le résultat de cette enquête réussie.

APPENDICE A

Dans la paroisse de Nicolet, les rapports du curé à l'Évêque indiquent le montant de la dîme pour les années 1788, 1796, 1798, 1805, 1810, 1830 et 1836. Dans la collection Bois conservée au Séminaire de Nicolet, le *livre de dîmes* fournit des données annuelles pour la période 1809-1840. Dans le tableau qui suit, nous avons retenu, pour les années 1830 et 1836, le chiffres du rapport à l'Évêque. Les chiffres apparaissant dans le *livre de dîmes* sont les suivants : 1830 : blé 545, avoine 577, pois 102, orge 90, seigle 31, sarrasin 18, patates 16 ; 1836 : blé 458, avoine 803, pois 48, orge 38, seigle 24, sarrasin 10, patates 0. D'après ces statistiques, il est impossible de conclure que le curé dans son rapport à l'Évêque ait été induit à sous-estimer ses gains en blé.

DÎMES: SAINT-JEAN-BAPTISTE-DE-NICOLET

	POPULATION		DÎMES (MINOTS)							
	Recen- sements	Accrois- sement naturel	Commu- nians	Blé	Avoine	Pois	Orge	Seigle	Sarra- sin	Pata- tes
1784	760									
1788			512	360	50	25-30	6			
1789										
1790										
1791		54								
1792		44								
1793		37								
1794		49								
1795		65								
1796		40	688	600	200	100				
1797		27								
1798		87		140	50	10				
1799		79								
1800		91								
1801		61								
1802		97								
1803		37								
1804		89								
1805		112	1000	700	200	150				
1806		81								
1807		73								
1808		93								
1809		73		478	220	86	7	15		50
1810		59	1200	500	700	80	6	12		
1811		81		297	243	84	6	11		43
1812		89		570	260	90	6	16		46
1813		112		360	271	45	4	10		
1814		33		376	400	67	7	12		
1815		68		450	370	60	19	15		34
1816		82		465	339	47	16	12	4	
1817		46		712	478	49	40	27	7	
1818		77		700	500	75	50	50	3	19
1819		83		594	426	127	49	19		9
1820		116		730	455	110	58	24		3
1821		96		630	214	72	38	10		138
1822	2700	56		772	417	94	39	14		160
1823				475	380	108	27	13		50
1824				717	415	117	35	14		
1825	3297			989	519	189	37	17		
1826				499	508	160	26	13		
1827				606	520	175	30	8		
1828				538	630	182	22	16		
1829				424	475	81	8	30		
1830				600	400	80	25	18		10
1831	3453			1000	640	70	26	54		
1832				664	638	109	26	16		
1833				625	782	86	30	24		
1834				700	550	57	17	21		
1835				960	778	79	35	29		
1836			2500	600	600	90	25	18		10
1837				590	660	46	46	16		
1838				230	539	89	46	17		
1839				261	720	91	45	15		
1840				190	915	124	60	13		

APPENDICE B

DÎMES DANS LA PAROISSE DE LISLET

Le *cahier des dîmes* pour la paroisse de Lislet, qui renseigne à la fois sur la production et sur les revenus personnels du curé, ne prouve pas que les curés aient eu tendance à minimiser dans leurs rapports à l'Évêque le montant de leurs revenus, ce qui ne signifie pas que tel n'était pas le cas dans un certain nombre de paroisses. C'est seulement en 1814 qu'il se trouve un écart important entre les deux documents.

	1799	1806	1814	1826
Blé	510	596	534	900
Avoine	116	147	269	291
Pois	107	123	46	57
Orge	68	104	114	89
Seigle	28	30	48	40

POPULATION			DÎMES (MINOTS)				
Recensements	Accroissement naturel	Communians	Blé	Avoine	Pois	Orge	Seigle
1779			225	107	40	38	1
1780			225	107	40	38	1
1781			520	147	79	85	
1782			366	104	91	59	
1783			601	133	89	57	
1784	1098		383	98	41	31	36
1785			480	140	76	56	29
1786			580	131	84	51	33
1787			740	156	110	58	30
1788			700	145	66	53	20
1789			462	127	36	40	20
1790			520	173	64	50	13
1791			710	232	91	77	22
1792			750	240	74	78	19
1793			650	155	72	77	13
1794			556	190	80	104	22
1795			667	110	103	102	13
1796			477	87	74	88	20
1797			511	105	97	112	28
1798			610	135	98	78	35
1799		890	600	150	70	80	30
1800	39		722	125	86	66	24
1801	37		738	108	98	75	26
1802	25		925	182	98	95	50
1803	32		614	143	70	75	32
1804	31		760	163	102	74	31
1805	54		667	123	122	90	16
1806	47	1000	600	150	100	80	30
1807	44		802	215	104	96	47
1808	47		626	215	92	56	37
1809	29		816	195	98	59	46
1810	45		930	256	92	52	47
1811	42		501	275	99	86	48
1812	38		607	221	76	80	71
1813	38		569	208	45	84	54
1814	38	1200	700	200	80	80	40
1815	48		632	326	68	152	46

HISTOIRE SOCIALE — SOCIAL HISTORY

1816		52	684	243	37	108	63
1817		46	569	258	14	111	50
1818		49	292	183	7	117	75
1819		48	698	30	49	68	88
1820		52	783	296	43	102	74
1821		61	795	281	77	107	44
1822	2082		723		90	89	
1823			872	366	92	73	54
1824			1023	422	80	86	23
1825	2159		810	281	72	83	37
1826		1500	900	291	57	80	40
1827			997	246	34	67	12
1828			560	315	57	86	27
1829			482	336	54	81	35
1830							
1831	2150						
1832							
1833		1600	1000	250	18	60	30
1834							
1835							
1836							
1837							
1838			380	500	20	50	50